

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/404

8 novembre 2000

(00-4719)

---

## RAPPORT (2000) DU COMITÉ DES PRATIQUES ANTIDUMPING

### I. ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITÉ

1. L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommé "l'Accord") est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Tous les Membres de l'OMC sont *ipso facto* membres du Comité des pratiques antidumping établi par l'Accord.

2. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. Pour ce qui est des organisations internationales intergouvernementales, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la CNUCED ont le statut d'observateur régulier auprès du Comité. Comme suite à une décision prise par le Comité en octobre 1998, l'OCDE est invitée à assister à ses réunions sur une base *ad hoc* et elle a pleinement accès aux documents relatifs à ses travaux, sauf dans les cas où un Membre s'y opposerait. Également en application d'une décision prise par le Comité en octobre 1998, le Groupe ACP est invité à assister à ces réunions sur une base *ad hoc* en attendant le résultat de consultations horizontales concernant les demandes de statut d'observateur auprès de divers organes de l'OMC formulées par ce groupe. Pendant la période considérée, le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe ont présenté au Comité des demandes de statut d'observateur qui font l'objet des consultations en cours entre les Membres.

3. Le présent rapport porte sur la période écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/340), c'est-à-dire du 29 octobre 1999 au 3 novembre 2000 (ci-après dénommée "la période considérée"). Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions ordinaires, les 4 et 5 mai et 2 et 3 novembre 2000 (G/ADP/M/16 et G/ADP/M/17, respectivement).

4. Au début de la période considérée, M. Milan Hovorka (République tchèque) était Président et M. Roberto Azevedo (Brésil) était Vice-Président du Comité. Conformément au règlement intérieur du Comité, l'élection du Bureau devait avoir lieu à la première réunion ordinaire de l'année, soit celle de mai 2000, et prendre effet à la fin de cette réunion. À ladite réunion, le Président a noté que les consultations concernant le bureau des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises, et notamment du Comité, n'étaient pas encore terminées. Dans l'intervalle, le Conseil du commerce des marchandises avait décidé que, jusqu'à ce que les consultations soient terminées, les Présidents seraient maintenus dans leurs fonctions jusqu'à la fin de la réunion suivante des organes respectifs. Par conséquent, conformément à l'esprit de la décision du Conseil du commerce des marchandises, le Comité a prolongé, à titre exceptionnel, le mandat du Président et du Vice-Président, M. Milan Hovorka et M. Roberto Azevedo, jusqu'à la réunion suivante du Comité. À sa réunion ordinaire de novembre 2000, le Comité a élu M. Yair Shiran (Israël), Président et Mlle Sahar Hosni Abdelaziz (Égypte), Vice-Présidente, qui, conformément au règlement intérieur du Comité, ont pris leurs fonctions à la fin de la réunion.

## **II. NOTIFICATION ET EXAMEN DES LÉGISLATIONS ET/OU RÉGLEMENTATIONS ANTIDUMPING DES MEMBRES**

5. À sa réunion extraordinaire du 21 février 1995, le Comité a décidé que tous les Membres qui avaient des législations et/ou des réglementations nouvelles ou existantes s'appliquant en totalité ou en partie aux enquêtes ou aux examens en matière de droits antidumping en rapport avec l'Accord notifieraient le texte complet et codifié desdites législations et/ou réglementations au Comité pour le 15 mars 1995. Si ces législations et/ou réglementations n'existaient pas ou n'étaient pas disponibles, le Membre en informerait le Comité. Le Comité a aussi décidé que les gouvernements observateurs devraient lui fournir le texte de leurs lois et réglementations en matière de droits antidumping.

6. Au 3 novembre 2000, 88 Membres avaient notifié au Comité leurs législations antidumping.<sup>1</sup> Vingt-quatre d'entre eux l'avaient informé qu'ils n'avaient aucune législation antidumping. Les communications des Membres à cet égard figurent dans les documents de la série G/ADP/N/1/... Trente-six Membres n'ont pas encore soumis de notification en application de l'article 18.5 de l'Accord. L'état des notifications faites au titre dudit article est indiqué à l'annexe A. Le Président a dit qu'il continuait à être préoccupé par le fait que certains Membres n'avaient toujours pas soumis la notification requise concernant leur législation et a ajouté que, pour beaucoup de ces Membres, il suffirait probablement de faire une simple notification avec la mention "néant". Il a encouragé les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à effectuer rapidement cette notification.

7. Pendant la période considérée, le Comité a examiné les nouvelles notifications concernant les législations et/ou réglementations antidumping présentées par les Membres ci-après: Argentine, Australie, Chili, Estonie, Inde, Malaisie, République kirghize, Thaïlande et Turquie. Les questions et les réponses écrites concernant ces examens figurent dans les documents de la série G/ADP/Q1/...

8. Outre l'examen des nouvelles notifications, le Comité a procédé au cours de la période considérée à un nouvel examen des notifications des législations déjà examinées. À ses réunions de mai et de novembre 2000, il a examiné les questions et réponses écrites concernant les notifications des Communautés européennes et des États-Unis. Ces questions et réponses figurent aussi dans les documents de la série G/ADP/Q1/...

## **III. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LES MEMBRES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING**

9. **Rapports semestriels pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1999.** Au 3 novembre 2000, 26 Membres avaient présenté des rapports semestriels sur les décisions prises pendant cette période. Trente-six Membres avaient informé le Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure antidumping pendant la période en question. Les Membres restants tenus de faire rapport n'avaient présenté aucune notification à cet égard. À la réunion ordinaire du Comité tenue en avril, le Président a fait part de sa vive préoccupation concernant la situation peu satisfaisante des notifications. Les Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été instamment invités à soumettre ces rapports. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/ADP/N/59/... La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe B.

10. **Rapports semestriels pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2000.** Au 3 novembre 2000, 28 Membres avaient présenté des rapports semestriels sur les décisions prises pendant cette période. Vingt-sept Membres avaient informé le Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure antidumping pendant la période en question. Les Membres restants tenus de faire rapport n'avaient présenté aucune notification à cet égard. À la réunion ordinaire du Comité tenue en

---

<sup>1</sup> Dans le présent rapport, la CE compte pour un Membre.

novembre, le Président a de nouveau exprimé sa vive préoccupation concernant la situation peu satisfaisante des notifications, d'autant plus que pour beaucoup de Membres défaillants, sinon la majorité d'entre eux, il suffisait de notifier qu'aucune mesure n'avait été prise. Les Membres qui ne l'avaient pas encore fait ont été instamment invités à présenter ces rapports. Les rapports semestriels ont été distribués dans la série de documents G/ADP/N/65/... La situation des rapports semestriels est indiquée à l'annexe B.

11. Un tableau résumant les mesures antidumping prises par les Membres et notifiées dans leurs rapports semestriels au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1999 au 30 juin 2000 figure à l'annexe C du présent rapport.

#### **IV. RAPPORTS SUR TOUTES LES DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES OU FINALES PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING**

12. Aux termes de l'article 16.4 de l'Accord, les Membres sont tenus de présenter sans délai au Comité un rapport sur toutes les décisions préliminaires ou finales prises en matière de lutte contre le dumping. Les pays suivants ont présenté des rapports sur lesdites décisions prises pendant la période considérée: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Canada, Communautés européennes, Corée, Égypte, Équateur, États-Unis, Inde, Israël, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Trinité-et-Tobago et Turquie. Ces rapports sont indiqués dans les documents G/ADP/N/57, G/ADP/N/58, G/ADP/N/60, G/ADP/N/61, G/ADP/N/62, G/ADP/N/63, G/ADP/N/64, G/ADP/N/66, G/ADP/N/67, G/ADP/N/68 et G/ADP/N/69 et Add.1. Le Comité a examiné les notifications sur les décisions préliminaires et finales à ses réunions ordinaires de mai et de novembre 2000.

#### **II. AUTRES QUESTIONS**

13. **Groupe de travail spécial de la mise en œuvre:** Le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre a tenu deux réunions de travail pendant la période considérée, en mai et en octobre-novembre 2000. À ses réunions de mai et d'octobre-novembre 2000, il a poursuivi l'examen des six questions qui lui avaient été renvoyées par le Comité en avril 1999.<sup>2</sup> Le Groupe a examiné en outre deux projets de recommandation concernant la période de collecte des données aux fins d'une enquête antidumping et le contenu des déterminations préliminaires positives. En mai 2000, il est parvenu à un consensus sur le texte du projet de recommandation concernant la période de collecte des données. Cette recommandation a ensuite été adoptée par le Comité à sa réunion des 4 et 5 mai 2000, et distribuée sous la cote G/ADP/6. Il n'y a pas eu accord sur le projet de recommandation concernant le contenu des déterminations préliminaires positives, mais le Groupe a eu des discussions utiles sur ce projet de recommandation lors de ses réunions de mai et d'octobre-novembre, et a progressé vers la réalisation du consensus pour un certain nombre d'aspects. Les Membres sont convenus de poursuivre l'examen du projet de recommandation sur la base des débats de la réunion d'octobre-novembre. Le Président s'est félicité de la participation toujours importante des Membres et, en particulier, de la présence et de la participation d'experts venus des capitales.

14. **Groupe informel de l'anticoncontournement:** Le Groupe informel de l'anticoncontournement s'est réuni deux fois pendant la période considérée, en mai et en novembre 2000. Il a poursuivi l'examen

---

<sup>2</sup> Ces six questions étaient les suivantes: questions pratiques posées par l'application de l'article 2.4.2 et expérience y relative; clôture d'enquêtes au titre de l'article 5.8 dans les cas de volume *de minimis* des importations; questions pratiques posées par les cas impliquant un cumul au titre de l'article 3.3 et expérience y relative; questions pratiques posées par les questionnaires et les demandes de renseignements au titre de l'article 6.1 et 6.1.1 et expérience y relative; questions pratiques posées par la possibilité ménagée, conformément à l'article 6.12, aux utilisateurs industriels et aux organisations de consommateurs de fournir des renseignements et expérience y relative; et questions pratiques posées par les réexamens pour "exportateurs ou producteurs nouveaux" effectués au titre de l'article 9.5 et expérience y relative. G/ADP/W/410.

des premier et deuxième points du cadre convenu, à savoir "qu'est-ce que le contournement" et "que font les Membres face à ce qu'ils considèrent être un contournement". Les Membres ont procédé à cet examen sur la base des documents présentés et des déclarations faites au cours des réunions.

15. **Points inscrits à l'ordre du jour à la demande des Membres:** Pendant la période considérée, le Comité a pris note des déclarations concernant les points spécifiques ci-après inscrits à l'ordre du jour à la demande des Membres:

- Absence apparente de notification par les Membres, de toutes les décisions préliminaires ou finales en matière de dumping – point inscrit à la demande des Communautés européennes.
- Mexique – Application d'une mesure antidumping visant les transformateurs électriques de plus de 10 000 kVA – point inscrit à la demande du Brésil.

16. **Autres questions:** Pendant la période considérée, le Comité a pris note des déclarations relatives aux points ci-après inscrits à l'ordre du jour au titre des "Autres questions":

- Canada – Enquête antidumping sur les barres en acier pour armatures en provenance de Cuba.
- États-Unis – Amendement Byrd.
- Communautés européennes – Pratiques antidumping visant les fibres synthétiques de polyester en provenance d'Indonésie.
- Brésil – Enquête antidumping sur les importations de lait en provenance d'Argentine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union européenne et de l'Uruguay.
- CNUCED (prenant la parole en qualité d'observateur) – Communication relative à la réunion d'experts sur les incidences des mesures antidumping et des mesures compensatoires, qui aurait lieu du 4 au 6 décembre 2000.

**ANNEXE A**  
**NOTIFICATION DES LÉGISLATIONS EN MATIÈRE**  
**DE DROITS ANTIDUMPING**

Légende:      \* = Notification indiquant qu'il n'y a pas de législation antidumping

<b>Membre</b>	<b>Notification présentée</b>
Afrique du Sud	G/ADP/N/1/ZAF/1
Albanie	Aucune
Angola	Aucune
Antigua-et-Barbuda	Aucune
Argentine	G/ADP/N/1/ARG/1 + Suppl.1, 2, 3 + Corr.1, & 4
Australie	G/ADP/N/1/AUS/2 + Suppl.1
Bahreïn	G/ADP/N/1/BHR/2*
Bangladesh	Aucune
Barbade	G/ADP/N/1/BRB/1
Belize	Aucune
Bénin	G/ADP/N/1/BEN/1*
Bolivie	G/ADP/N/1/BOL/1 + Suppl.1
Botswana	G/ADP/N/1/BWA/1*
Brésil	G/ADP/N/1/BRA/2 + Corr.1
Brunéi Darussalam	G/ADP/N/1/BRN/1*
Bulgarie	G/ADP/N/1/BGR/1
Burkina Faso	G/ADP/N/1/BFA/1*
Burundi	Aucune
Cameroun	Aucune
Canada	G/ADP/N/1/CAN/3 + Add.1
Chili	G/ADP/N/1/CHL/2
Chypre	G/ADP/N/1/CYP/2
Colombie	G/ADP/N/1/COL/1
Communautés européennes	G/ADP/N/1/EEC/2 + Corr.1 + Suppl.1
Congo	Aucune
Corée	G/ADP/N/1/KOR/4

Membre	Notification présentée
Costa Rica	G/ADP/N/1/CRI/1 + Suppl.1
Côte d'Ivoire	G/ADP/N/1/CIV/1*
Cuba	G/ADP/N/1/CUB/1 + Suppl.1
Djibouti	Aucune
Dominique	G/ADP/N/1/DMA/1
Égypte	G/ADP/N/1/EGY/2/Rev.1
El Salvador	G/ADP/N/1/SLV/1
Émirats arabes unis	G/ADP/N/1/ARE/1*
Équateur	G/ADP/N/1/ECU/2
Estonie	G/ADP/N/1/EST/1*
États-Unis	G/ADP/N/1/USA/1 + Corr.1 + Suppl.1, 2, 3, 4 et 5
Fidji	G/ADP/N/1/FJI/2
Gabon	Aucune
Gambie	Aucune
Géorgie	Aucune
Ghana	G/ADP/N/1/GHA/1
Grenade	Aucune
Guatemala	G/ADP/N/1/GTM/2
Guinée, Rép. de	G/ADP/N/1/GIN/1*
Guinée-Bissau	Aucune
Guyana	Aucune
Haïti	G/ADP/N/1/HTI/1*
Honduras	G/ADP/N/1/HND/2
Hong Kong, Chine	G/ADP/N/1/HKG/1*
Hongrie	G/ADP/N/1/HUN/1
Îles Salomon	Aucune
Inde	G/ADP/N/1/IND/2 + Corr.1 + Suppl.1 et 2
Indonésie	G/ADP/N/1/IDN/2 + Suppl.1
Islande	G/ADP/N/1/ISL/1

Membre	Notification présentée
Israël	G/ADP/N/1/ISR/2
Jamaïque	G/ADP/N/1/JAM/2
Japon	G/ADP/N/1/JPN/2 + Corr.1 et 2 + Suppl.1 et 2
Jordanie	Aucune
Kenya	G/ADP/N/1/KEN/1
Koweït	Aucune
Lesotho	Aucune
Lettonie	G/ADP/N/1/LVA/2 + Suppl.1
Liechtenstein	G/ADP/N/1/LIE/1*
Macao, Chine	G/ADP/N/1/MAC/1*
Madagascar	Aucune
Malaisie	G/ADP/N/1/MYS/1 + Add.1
Malawi	G/ADP/N/1/MWI/1 + Corr.1
Maldives	G/ADP/N/1/MDV/2*
Mali	Aucune
Malte	G/ADP/N/1/MLT/1*
Maroc	G/ADP/N/1/MAR/2
Maurice	G/ADP/N/1/MUS/2
Mauritanie	Aucune
Mexique	G/ADP/N/1/MEX/1 + Corr.1 et 2
Mongolie	G/ADP/N/1/MGN/1 + Corr.1*
Mozambique	Aucune
Myanmar	Aucune
Namibie	G/ADP/N/1/NAM/1*
Nicaragua	G/ADP/N/1/NIC/2
Niger	Aucune
Nigéria	Aucune
Norvège	G/ADP/N/1/NOR/3
Nouvelle-Zélande	G/ADP/N/1/NZL/2
Oman	Aucune
Ouganda	G/ADP/N/UGA/2

<b>Membre</b>	<b>Notification présentée</b>
Pakistan	G/ADP/N/1/PAK/1
Panama	G/ADP/N/1/PAN/1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Aucune
Paraguay	G/ADP/N/1/PRY/2 + Corr.1
Pérou	G/ADP/N/1/PER/1 + Suppl.1 et Corr.1 + Suppl.2 et Corr.1
Philippines	G/ADP/N/1/PHL/1
Pologne	G/ADP/N/1/POL/2
Qatar	G/ADP/N/1/QAT/1*
République bolivarienne du Venezuela	G/ADP/N/1/VEN/1 + Suppl.1 et 2
République centrafricaine	Aucune
République démocratique du Congo	Aucune
République dominicaine	G/ADP/N/1/DOM/2*
République kirghize	G/ADP/N/1/KGZ/1
République slovaque	G/ADP/N/1/SVK/2
République tchèque	G/ADP/N/1/CZE/2 + Corr.1
Roumanie	G/ADP/N/1/ROM/1
Rwanda	Aucune
Saint-Kitts-et-Nevis	Aucune
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Aucune
Sainte-Lucie	G/ADP/N/1/LCA/1
Sénégal	G/ADP/N/1/SEN/1
Sierra Leone	Aucune
Singapour	G/ADP/N/1/SGP/2 + Suppl.1
Slovénie	G/ADP/N/1/SVN/1
Sri Lanka	G/ADP/N/1/LKA/1*
Suisse	G/ADP/N/1/CHE/1*
Suriname	G/ADP/N/1/SUR/1*
Swaziland	G/ADP/N/1/SWZ/1*
Tanzanie	Aucune
Tchad	G/ADP/N/1/TCD/1*
Thaïlande	G/ADP/N/1/THA/4 + Corr.1
Togo	Aucune



<b>Membre</b>	<b>Notification présentée</b>
Trinité-et-Tobago	G/ADP/N/1/TTO/1 + Corr.1 + Suppl. 1
Tunisie	G/ADP/N/1/TUN/1
Turquie	G/ADP/N/1/TUR/3
Uruguay	G/ADP/N/1/URY/1 + Suppl. 1 et 2
Zambie	G/ADP/N/1/ZMB/1
Zimbabwe	G/ADP/N/1/ZWE/2

## ANNEXE B

### RAPPORTS SEMESTRIELS

Légende:     X = Présentation d'un rapport semestriel sur les mesures prises.  
                  N = Présentation d'un rapport indiquant qu'aucune mesure n'a été prise.  
                  Aucun = Aucun rapport n'a été présenté.  
                  Sans objet = Le Membre n'était pas assujéti à l'obligation pour cette période.

Membre	1 <sup>er</sup> juillet-31 décembre 1999	1 <sup>er</sup> janvier-30 juin 2000
Afrique du Sud	X	X
Albanie	Sans objet	Aucun
Angola	Aucun	Aucun
Antigua-et-Barbuda	Aucun	Aucun
Argentine	X	X
Australie	X	X
Bahreïn	N	N
Bangladesh	Aucun	Aucun
Barbade	Aucun	Aucun
Belize	Aucun	Aucun
Bénin	Aucun	Aucun
Bolivie	N	N
Botswana	Aucun	Aucun
Brésil	X	X
Brunéi Darussalam	N	Aucun
Bulgarie	N	N
Burkina Faso	Aucun	Aucun
Burundi	Aucun	Aucun
Cameroun	Aucun	Aucun
Canada	X	X
Chili	N	X
Chypre	Aucun	Aucun
Colombie	X	X
Communautés européennes	X	X
Congo	Aucun	Aucun
Corée	X	X
Costa Rica	X	X
Côte d'Ivoire	Aucun	Aucun
Cuba	N	N

<b>Membre</b>	<b>1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1999</b>	<b>1<sup>er</sup> janvier-30 juin 2000</b>
Djibouti	Aucun	Aucun
Dominique	Aucun	Aucun
Égypte	X	N
El Salvador	N	N
Émirats arabes unis	Aucun	Aucun
Équateur	X	Aucun
Estonie	N	N
États-Unis	X	X
Fidji	Aucun	Aucun
Gabon	Aucun	Aucun
Gambie	Aucun	Aucun
Géorgie	Aucun	Aucun
Ghana	N	N
Grenade	Aucun	Aucun
Guatemala	N	N
Guinée, Rép. de	Aucun	Aucun
Guinée-Bissau	Aucun	Aucun
Guyana	Aucun	Aucun
Haïti	N	Aucun
Honduras	N	N
Hong Kong, Chine	N	N
Hongrie	N	N
Îles Salomon	Aucun	Aucun
Inde	X	X
Indonésie	Aucun	X
Islande	N	N
Israël	X	X
Jamaïque	N	Aucun
Japon	N	N
Jordanie	Aucun	Aucun
Kenya	Aucun	Aucun
Koweït	Aucun	Aucun
Lesotho	Aucun	Aucun
Lettonie	N	N
Liechtenstein	N	N

<b>Membre</b>	<b>1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1999</b>	<b>1<sup>er</sup> janvier-30 juin 2000</b>
Macao, Chine	N	N
Madagascar	Aucun	Aucun
Malaisie	X	X
Malawi	Aucun	Aucun
Maldives	Aucun	Aucun
Mali	Aucun	Aucun
Malte	N	N
Maroc	N	Aucun
Maurice	Aucun	Aucun
Mauritanie	Aucun	Aucun
Mexique	X	X
Mongolie	Aucun	Aucun
Mozambique	Aucun	Aucun
Myanmar	Aucun	Aucun
Namibie	Aucun	Aucun
Nicaragua	X	X
Niger	Aucun	Aucun
Nigéria	Aucun	Aucun
Norvège	N	N
Nouvelle-Zélande	X	X
Oman	Sans objet	Aucun
Ouganda	Aucun	Aucun
Pakistan	N	Aucun
Panama	N	X
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Aucun	Aucun
Paraguay	Aucun	Aucun
Pérou	X	X
Philippines	X	X
Pologne	X	X
Qatar	N	N
République bolivarienne du Venezuela	X	X
République centrafricaine	Aucun	Aucun
République démocratique du Congo	Aucun	Aucun
République dominicaine	Aucun	Aucun
République kirghize	N	N

<b>Membre</b>	<b>1<sup>er</sup> juillet-31 décembre 1999</b>	<b>1<sup>er</sup> janvier-30 juin 2000</b>
République slovaque	N	N
République tchèque	X	N
Roumanie	N	N
Rwanda	Aucun	Aucun
Saint-Kitts-et-Nevis	Aucun	Aucun
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Aucun	Aucun
Sainte-Lucie	Aucun	Aucun
Sénégal	Aucun	Aucun
Sierra Leone	Aucun	Aucun
Singapour	X	X
Slovénie	N	X
Sri Lanka	N	Aucun
Suisse	N	N
Suriname	Aucun	Aucun
Swaziland	Aucun	Aucun
Tanzanie	Aucun	Aucun
Tchad	Aucun	Aucun
Thaïlande	N	X
Togo	Aucun	Aucun
Trinité-et-Tobago	X	X
Tunisie	N	Aucun
Turquie	X	X
Uruguay	N	N
Zambie	Aucun	Aucun
Zimbabwe	N	N

## ANNEXE C

**Tableau récapitulatif des décisions prises en matière de droits antidumping  
(1<sup>er</sup> juillet 1999–30 juin 2000)**

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix			Mesures en vigueur au 30 juin 2000 (droits définitifs et engagements en matière de prix)	
Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			
	AFRIQUE DU SUD															
11	AUS(1)	DEU(1)	FRA(1)	9	AUS(1)	DEU(1)	FRA(1)	16	AUS(1)	CHT(1)	DEU(2)	0			104	
	IND(1)	MWI(1)	PAK(1)		KOR(2)	PRC(2)	THA(1)		EGY(2)	IND(2)	KOR(5)					
	PRC(3)	THA(1)	USA(1)						MYS(1)	NLD(1)	PRC(1)					
	ARGENTINE															
23	AUS(1)	AUT(1)	BRA(1)	7	BRA(1)	CHT(1)	KOR(1)	10	BRA(3)	CHT(1)	ITA(1)	1	BRA(1)		45	
	CHL(1)	CHT(1)	CZE(1)		MEX(2)	PRC(1)	USA(1)		KOR(1)	MEX(1)	RUS(1)					
	ESP(2)	IDN(1)	ITA(1)						UKR(1)	USA(1)						
	KOR(2)	MEX(1)	POL(2)													
	PRC(2)	RUS(1)	SWE(1)													
	TUR(1)	VEN(1)	ZAF(2)													
	AUSTRALIE															
18	AUT(1)	CHT(2)	FIN(1)	4	IDN(1)	KOR(1)	SGP(1)	4	HUN(1)	KOR(1)	SGP(1)	0			48	
	GBR(1)	IND(1)	IDN(5)		THA(1)				THA(1)							
	KOR(2)	MYS(1)	PRC(1)													
	RUS(1)	SGP(1)	THA(1)													
	BRÉSIL															
17	ARG(1)	AUS(1)	CHL(1)	6	DEU(1)	ESP(1)	FRA(1)	12	DEU(1)	ESP(1)	FRA(1)	0			42	
	DNK(1)	DEU(1)	EEC(1)		JPN(1)	MEX(1)	ZAF(1)		JPN(1)	MEX(1)	NLD(1)					
	ESP(1)	FRA(2)	GBR(1)						PRC(2)	ROM(1)	USA(2)					
	KOR(1)	MEX(1)	NZL(1)						ZAF(1)							
	URY(1)	USA(2)	VEN(1)													
	CANADA															
11	BRA(2)	FIN(1)	IND(1)	12	BRA(2)	CUB(1)	FIN(1)	18	BEL(1)	BRA(1)	CUB(1)	0	FRA(1)		88	
	IDN(1)	PRC(1)	THA(1)		IDN(1)	IND(1)	KOR(1)		FIN(1)	FRA(1)	IDN(1)					
	UKR(1)	USA(3)			THA(1)	TUR(1)	UKR(1)		IND(1)	KOR(1)	ROM(1)					
					USA(2)				RUS(2)	SVK(2)	THA(1)					
									TUR(2)	UKR(1)	USA(1)					
	CHILI															
1	KOR(1)			0				0				0			0	

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix			Mesures en vigueur au 30 juin 2000 (droits définitifs et engagements en matière de prix)
Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>		
	COLOMBIE														
3	KAZ(1)	RUS(1)	UKR(1)	0				2	NLD(1)	RUS(1)		0			12
	COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES														
49				31	AUS(1)	BLR(1)	BRA(1)	15	BGR(1)	CHT(1)	HRV(1)	13	BGR(1)	CZE(1)	190
	CHT(6)	CZE(1)	HKG(1)		CHT(2)	CZE(1)	DZA(1)		HUN(1)	IND(3)	MEX(1)		DZA(1)	HRV(1)	
	IDN(1)	IND(5)	JPN(2)		HRV(1)	IDN(1)	IND(2)		POL(1)	PRC(1)	UKR(2)		HUN(1)	IND(2)	
	KOR(7)	LTU(2)	MYS(3)		JPN(1)	KOR(3)	LTU(1)		YUG(1)	ZAF(2)			MEX(1)	POL(1)	
	POL(1)	PRC(11)	RUS(2)		MYS(1)	PRC(7)	ROM(1)						UKR(2)	ZAF(2)	
	THA(3)	TUR(2)	UKR(1)		RUS(1)	THA(3)	UKR(2)								
	USA(1)														
	CORÉE														
4	CHT(1)	JPN(1)	PRC(1)	4	JPN(2)	PRC(1)	SGP(1)	0				2	JPN(1)	NLD(1)	27
	SGP(1)														
	COSTA RICA														
0				0				0				0			0
	ÉGYPTE														
4	BRA(1)	IND(1)	IDN(1)	0				10	EEC(3)	FRA(2)	JPN(2)	0			10
	RUS(1)								KOR(2)	TUR(1)					
	ÉQUATEUR														
0				1	MEX(1)			0							
	ÉTATS-UNIS														
17	CZE(1)	DEU(1)	ESP(1)	24	ARG(1)	AUS(1)	BRA(2)	18	ARG(1)	BRA(2)	CHT(2)	1	MEX(1)		300
	IDN(2)	JPN(4)	KOR(2)		CAN(1)	CHT(1)	FRA(1)		DEU(1)	FRA(1)	GBR(1)				
	MEX(1)	PRC(2)	ROM(1)		IDN(1)	IND(1)	ITA(1)		IDN(1)	IND(1)	ITA(1)				
	RUS(1)	ZAF(1)			JPN(3)	KOR(3)	PRC(4)		JPN(1)	KOR(1)	MEX(1)				
					RUS(1)	THA(1)	VEN(1)		PRC(3)	RUS(1)					
					ZAF(2)										
	GUATEMALA														
0				0				0				0			NR <sup>2</sup>

Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix			Mesures en vigueur au 30 juin 2000 (droits définitifs et engagements en matière de prix)	
Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			
	INDE															
26	CHT(1)	CZE(1)	DEU(1)	44	AUT(1)	CHT(4)	CZE(2)	32	AUT(1)	CHT(3)	CZE(2)	0			91	
	EEC(1)	FRA(2)	GBR(1)		DEU(1)	EEC(3)	ESP(1)		DEU(1)	EEC(2)	ESP(1)					
	HKG(1)	HUN(1)	IDN(2)		FIN(1)	HKG(1)	HUN(1)		FIN(1)	HKG(1)	IDN(2)					
	IRN(1)	JPN(1)	KOR(2)		IDN(3)	IRN(1)	JPN(2)		JPN(2)	KOR(4)	MYS(1)					
	POL(1)	PRC(3)	RUS(4)		KOR(5)	MYS(1)	POL(1)		PRC(2)	ROM(1)	RUS(1)					
	SAU(1)	UKR(1)	USA(2)		PRC(3)	ROM(1)	RUS(3)		SGP(1)	THA(3)	TUR(1)					
					SAU(1)	SGP(1)	THA(3)		UKR(1)	USA(1)						
					TUR(1)	UKR(1)	USA(2)									
	INDONÉSIE															
13	ARE(1)	AUS(1)	BEL(1)	0				0				0			NR <sup>2</sup>	
	DEU(1)	EEC(1)	FRA(1)													
	IND(1)	JPN(1)	KOR(1)													
	PRC(1)	SGP(1)	THA(1)													
	ISRAËL															
1	TUR(1)			0				3	ESP(1)	GBR(1)	PRC(1)	0			3	
	JAPON															
0				0				0				0			1	
	MALAISIE															
1	THA(1)			1	THA(1)			2	JPN(1)	THA(1)		0			9	
	MEXIQUE															
7	BRA(1)	CHT(1)	ESP(1)	7	DEN(1)	JPN(1)	PRC(1)	5	DEN(1)	EEC(1)	RUS(1)	0			80	
	KOR(1)	PER(1)	TUR(1)		RUS(1)	UKR(2)	USA(1)		UKR(1)	USA(1)						
	UKR(1)															
	NICARAGUA															
0				0				0				0			NR <sup>2</sup>	
	NOUVELLE-ZÉLANDE															
6	IDN(1)	KOR(1)	THA(3)	0				0				0			13	
	USA(1)															
	PANAMA															
0				0				0				0			NR <sup>2</sup>	



Engagement de procédure				Mesures provisoires (ne sont comprises ni les déterminations préliminaires négatives ni les déterminations préliminaires positives pour lesquelles aucune mesure n'a été imposée)				Droits définitifs (non compris les déterminations négatives)				Engagements en matière de prix			Mesures en vigueur au 30 juin 2000 (droits définitifs et engagements en matière de prix)
Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>			Nombre	Pays visés <sup>1</sup>		
	<b>PÉROU</b>														
4	BRA(1)	CHL(1)	CHT(1)	3	BRA(1)	CHT(1)	PRC(1)	6	CHT(2)	PRC(2)	RUS(1)	0			14
	PRC(1)								UKR(1)						
	<b>PHILIPPINES</b>														
4	IDN(1)	KOR(1)	MYS(2)	6	CHT(1)	IDN(1)	KOR(1)	1	RUS(1)			0			NR <sup>2</sup>
					MYS(2)	RUS(1)									
	<b>POLOGNE</b>														
0				0				0				0			1
	<b>RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA</b>														
0				5	JPN(3)	USA(2)		3	KAZ(1)	RUS(1)	UKR(1)	0			19
	<b>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</b>														
1	DEU(1)			0				0				0			NR <sup>2</sup>
	<b>SINGAPOUR</b>														
0				0				0				0			2
	<b>SLOVÉNIE</b>														
0				0				0				0			NR <sup>2</sup>
	<b>THAÏLANDE</b>														
0				0				0				0			4
	<b>TRINITÉ-ET-TOBAGO</b>														
0				5	CRI(1)	IND(1)	PRC(1)	1	THA(1)			0			5
					THA(1)	VEN(1)									
	<b>TURQUIE</b>														
0				0				6	CHT(1)	IDN(1)	IND(1)	0			13
									KOR(3)						

<sup>1</sup> Le terme "pays" vise dans tous les cas les pays ou territoires douaniers. On trouvera à la suite du tableau la liste des abréviations qui y sont utilisées.

<sup>2</sup> Le signe NR indique que le Membre en question n'a pas présenté de Liste des mesures en vigueur au 30 juin 2000.

## LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS L'ANNEXE C

AFG	Afghanistan	FIN	Finlande	NZL	Nouvelle-Zélande
ZAF	Afrique du Sud	FRA	France	OMN	Oman
ALB	Albanie	GAB	Gabon	UGA	Ouganda
DZA	Algérie	GMB	Gambie	UZB	Ouzbékistan
DEU	Allemagne	GEO	Géorgie	PAK	Pakistan
ATG	Antigua-et-Barbuda	GHA	Ghana	PAN	Panama
SAU	Arabie saoudite	GRC	Grèce	PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
ARG	Argentine	GRD	Grenade	PRY	Paraguay
ARM	Arménie	GTM	Guatemala	NLD	Pays-Bas
AUS	Australie	GIN	Guinée, Rép. de	PER	Pérou
AUT	Autriche	GNB	Guinée-Bissau	PHL	Philippines
AZE	Azerbaïdjan	GUY	Guyana	POL	Pologne
BHS	Bahamas	HTI	Haïti	PRI	Porto Rico
BHR	Bahreïn	HND	Honduras	PRT	Portugal
BGD	Bangladesh	HKG	Hong Kong, Chine	QUT	Qatar
BRB	Barbade	HUN	Hongrie	VEN	République bolivarienne du Venezuela
BLR	Bélarus	IND	Inde	CAF	République centrafricaine
BEL	Belgique	IDN	Indonésie	DCR	République démocratique du Congo
BLZ	Belize	IRN	Iran	DOM	République dominicaine
BEN	Bénin	IRQ	Iraq	SVK	République slovaque
BMU	Bermudes	IRL	Irlande	CZE	République tchèque
BOL	Bolivie	ISL	Islande	ROM	Roumanie
BIH	Bosnie-Herzégovine	ISR	Israël	GBR	Royaume-Uni
BWA	Botswana	ITA	Italie	RWA	Rwanda
BRA	Brésil	JAM	Jamaïque	KNA	Saint-Kitts-et-Nevis
BRN	Brunéi Darussalam	JPN	Japon	VCT	Saint-Vincent-et-les Grenadines
BGR	Bulgarie	JOR	Jordanie	LCA	Sainte-Lucie
BFA	Burkina Faso	KAZ	Kazakstan	SEN	Sénégal
BUR	Burundi	KEN	Kenya	SYC	Seychelles
CMR	Cameroun	KGZ	Kirghizistan	SLE	Sierra Leone
CAN	Canada	KWT	Koweït	SGP	Singapour
CHL	Chili	LSO	Lesotho	SVN	Slovénie
PRC	Chine, Rép. pop. de	LVA	Lettonie	SDN	Soudan
CYP	Chypre	LBN	Liban	LKA	Sri Lanka
COL	Colombie	LIE	Liechtenstein	SWE	Suède
EEC	Communauté européenne	LTU	Lituanie	CHE	Suisse
COG	Congo, Rép. du	LUX	Luxembourg	SUR	Suriname
KOR	Corée	MAC	Macao	TJK	Tadjikistan
CRI	Costa Rica	MDG	Madagascar	CHT	Taipei chinois
CIV	Côte d'Ivoire	MYS	Malaisie	TZA	Tanzanie
HRV	Croatie	MWI	Malawi	TCD	Tchad
CUB	Cuba	MDV	Maldives	THA	Thaïlande
DNK	Danemark	MLI	Mali	TGO	Togo
DJI	Djibouti	MLT	Malte	TTO	Trinité-et-Tobago
DMA	Dominique	MAR	Maroc	TUN	Tunisie
EGY	Égypte	MUS	Maurice	TKM	Turkménistan
SLV	El Salvador	MRT	Mauritanie	TUR	Turquie
ARE	Émirats arabes unis	MEX	Mexique	UKR	Ukraine
ECU	Équateur	MDA	Moldova, Rép. de	URY	Uruguay
ESP	Espagne	MNG	Mongolie	VUT	Vanuatu
EST	Estonie	MOZ	Mozambique	VNM	Viet Nam
USA	États-Unis	NAM	Namibie	YUG	Yougoslavie
FYR	Ex-République yougoslave de Macédoine	NIC	Nicaragua	ZMB	Zambie
RUS	Fédération de Russie	NER	Niger	ZWE	Zimbabwe
FJI	Fidji	NGA	Nigéria		
		NOR	Norvège		